

ADV.

L. 7819/1.

- 1 -
- 9. APR 1962
Trésorier
Secrétaire

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 21 février 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant modification du règlement général de jaugeage", a donné le 13 mars 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e februari 1962 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het algemeen ~~reglement~~ van scheeps-meting", heeft de 13e maart 1962 het volgend advies gegeven :

L'article 3 de la loi du 20 juin 1883 établissant un nouveau mode de jaugeage des navires de mer dispose qu'"un règlement général arrêté par le Gouvernement déterminera le mode de jaugeage et les procédés de mesurage ... (et) réglera la délivrance des certificats de jaugeage, ainsi que la durée de validité et les cas d'annulation de ces documents".

En exécution de cette disposition, un arrêté royal du 27 août 1883 a approuvé le règlement général de jaugeage des navires de mer.

Le règlement de 1883 a été abrogé par l'arrêté royal du 2 décembre 1897 relatif au jaugeage des navires de mer, et remplacé par le règlement général de jaugeage des navires de mer annexé à cet arrêté.

Ce dernier règlement a été modifié à trois reprises : par l'arrêté royal du 18 janvier 1909 (Moniteur belge du 21 janvier), par l'arrêté royal du 20 mars 1923 et par l'arrêté du Régent du 15 février 1946 (Moniteur belge du 21 mars).

L'arrêté royal du 20 mars 1923 n'a été publié qu'en extrait au Moniteur belge des 2, 3 et 4 avril 1923. L'extrait ne reprend aucune des modifications apportées dans le texte du règlement général et n'indique même pas que des modifications ont eu lieu.

.../...

Certaines dispositions du projet modifient des textes déjà modifiés par l'arrêté royal du 20 mars 1923 (articles 2, 4, 6 et 7 du projet) ou se réfèrent à des articles du règlement modifiés par le même arrêté royal (articles 4 et 6 du projet).

En principe, les articles du projet qui viennent d'être cités ne pourraient être examinés, puisqu'ils modifient des dispositions qui n'ont pas été publiées, ou y font référence, alors que ces dispositions devaient être publiées en vertu de l'article 129 de la Constitution.

Il faudrait donc pour que l'arrêté en projet soit compréhensible, que l'arrêté royal du 20 mars 1923 soit publié dans son entièreté avant que n'intervienne l'arrêté royal dont le projet est soumis au Conseil d'Etat.

Cette publication tardive serait de nature à causer une certaine confusion. D'une part, il serait étrange de publier en 1962 un arrêté de 1923, immédiatement avant un arrêté modificatif. D'autre part, l'arrêté du Régent du 15 février 1946 a modifié l'article 41 du règlement général, qui avait déjà été modifié par l'arrêté royal du 20 mars 1923.

.../...

Devant cette situation particulière, il serait souhaitable de procéder à une mise à jour partielle du règlement général de jaugeage des navires de mer qui tiendrait compte des modifications apportées par les trois arrêtés modificatifs cités plus haut et par le projet.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

L'article 3 du règlement général dispose :

"Toutes les taxes auxquelles les navires de mer peuvent être soumis à raison de leur tonnage ou de leur capacité sont appliquées au tonnage net".

Dans l'intention du Gouvernement, l'abrogation de cette disposition doit permettre de taxer à l'avenir les navires à raison de leur tonnage brut (voir projet d'arrêté royal portant modification des tarifs de redevances pour le jaugeage des navires).

Or, la taxation des navires sur le tonnage net ne résulte pas du règlement général; elle est imposée par la loi du 20 juin 1883.

L'article 2 de la loi qualifie, en effet, le tonnage net "tonnage légal", et la portée de cette expression est définie en ces termes dans l'exposé des motifs de la loi :

.../...

"L'article 2 énonce les principes du nouveau système de jaugeage. D'après le dernier alinéa, c'est le tonnage net qui constituera le tonnage légal, et sur lequel, par conséquent, les taxes dont les navires peuvent être passibles seront calculées. C'est ce qui existe dans tous les Etats maritimes de l'Europe qui ont adopté le système Moorsom, et il n'y a pas de raison qui doive engager la Belgique à ne pas suivre leur exemple".

L'article 3 du règlement général n'a fait que reprendre une disposition légale. Il en résulte que l'abrogation de l'article 3 par l'article 1er du projet sera sans aucun effet, puisque la même disposition subsistera en vertu de la loi.

Article 4.

A l'alinéa 1er, le projet mentionne "le chef de groupe du groupe maritime de l'Escaut et du groupe maritime de la Côte, visés à l'article 27".

L'article 27, tel qu'il résulte de l'arrêté royal du 20 mars 1923, dispose :

"Les ingénieurs dirigeant le service des constructions maritimes à Anvers et à Ostende sont chargés de la surveillance des opérations de jaugeage dans leurs districts respectifs.

.../...

Ces districts sont :

- pour Ostende, la province de Flandre occidentale;
- pour Anvers, les autres provinces du pays".

La terminologie employée dans le projet ne concorde pas avec celle qui est employée dans l'article 27. Cette discordance devrait disparaître.

Article 6.

Comme à l'article 4 du projet, les termes "chef de groupe" ne concordent pas avec la terminologie employée dans l'article 27 du règlement général.

Suivant le projet, une copie supplémentaire du certificat de jaugeage pourra être délivrée lorsque le chef de groupe jugera "suffisamment fondée" la raison invoquée par le requérant, ou lorsqu'il jugera "acceptable" le motif exceptionnel invoqué à l'appui de la demande. L'intention du Gouvernement est de ne permettre la délivrance de copies supplémentaires au propriétaire, armateur, capitaine ou patron, que pour des motifs sérieux; aux autres personnes, que pour un motif exceptionnel. Le texte qui est proposé exprime plus clairement cette intention.

Le texte proposé ci-après ne vaut que pour autant qu'il n'existe pas, comme l'a affirmé le délégué du Gouvernement, d'autres arrêtés royaux non publiés que celui du 20 mars 1923.

+

+

+

.../...

TEXTE PROPOSE.ARRETE ROYAL PORTANT MODIFICATION DU REGLEMENT GENERAL
DE JAUGEAGE DES NAVIRES DE MER.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 20 juin 1883 établissant un nouveau mode de jaugeage des navires de mer, modifiée par la loi du 31 mars 1927;

Vu l'arrêté royal du 27 août 1883 qui est relatif à l'exécution de la loi du 20 juin 1883 établissant un nouveau mode de jaugeage des navires de mer;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1897 qui est relatif au jaugeage des navires de mer, modifié par les arrêtés royaux des 18 janvier 1909 et 20 mars 1923 et par l'arrêté du Régent du 15 février 1946;

Considérant que des modifications devant être apportées au règlement général de jaugeage des navires de mer, il y a lieu de publier à nouveau les dispositions de ce règlement qui ont déjà été modifiées par les arrêtés royaux des 18 janvier 1909 et 20 mars 1923 et par l'arrêté du Régent du 15 février 1946;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des
Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er (1).-

L'article 3 du règlement général de jaugeage
des navires de mer, annexé à l'arrêté royal du 2 décembre
1897 qui est relatif au jaugeage des navires de mer,
est abrogé (voir avis).

Article 2 (2).-

L'article 26 du même règlement est remplacé
par la disposition suivante :

"Article 26. Le jaugeage des navires de mer se fait par
des jaugeurs spécialement commissionnés à cet effet par
le Ministre qui a l'administration de la marine dans
ses attributions.

.../...

(1) Article 1er du projet.

(2) Arrêté royal du 20 mars 1923.

Ils se font aider dans le mesurage, à l'exclusion de toute autre personne, par les employés que désigne à cet effet le directeur général de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure.

Sur un ordre spécial de leurs chefs, les jaugeurs peuvent exercer leurs fonctions ailleurs que dans le ressort qui leur est assigné".

Article 3 (1).-

L'article 27 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 27. Les ingénieurs dirigeant le service des constructions maritimes à Anvers et à Ostende sont chargés de la surveillance des opérations de jaugeage dans leurs districts respectifs.

Ces districts sont :

- pour Ostende, la province de Flandre occidentale;
- pour Anvers, les autres provinces du pays".

Article 4 (2).-

L'article 28 du même règlement, modifié par l'arrêté royal du 20 mars 1923, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

(1) Arrêté royal du 20 mars 1923.

(2) Arrêté royal du 20 mars 1923 et article 2 du projet.

"Article 28. Les jaugeurs devront se conformer dans leurs mesurages, aux instructions pratiques en vigueur à ce jour et à celles qui seront édictées par le directeur général de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure, qui prononcera sur toutes les difficultés et les contestations auxquelles l'application des règles de jaugeage pourra donner lieu".

Article 5 (1).-

Un article 28bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même règlement :

"Article 28bis. Lorsque, à la demande du propriétaire, de l'armateur, du capitaine ou du patron, les mesurages ont lieu en dehors de la Belgique, les frais de voyage et de séjour des jaugeurs sont à charge du requérant".

Article 6 (2).-

L'article 29, alinéa 1er, du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 29. Les propriétaires, armateurs, capitaines ou patrons des navires et bateaux qui doivent obtenir une lettre de mer belge ou qui doivent être munis de la déclaration de propriété exigée, pour les bateaux de pêche, par l'article 22 de la loi du 20 septembre 1903, sont tenus d'en demander le jaugeage par écrit à l'un des ingénieurs désignés à l'article 27, suivant le port où doivent se faire les opérations de jaugeage".

(1) Article 3 du projet.

(2) Arrêté royal du 20 mars 1923.

Article 7 (1).-

L'article 31 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 31. Les intéressés sont tenus de fournir au jaugeur et aux employés qui l'accompagnent, les moyens d'arriver facilement à bord et d'en revenir; ils sont également tenus de leur donner accès à toutes les parties du navire, de leur prêter l'assistance dont ils pourraient avoir besoin et de satisfaire à toute demande ayant pour objet de faciliter les opérations relatives au jaugeage. Ils devront faire établir à leurs frais les échafaudages qui pourraient être nécessaires pour le mesurage des dimensions du navire. Il ne pourra être pris à bord ni chargement ni lest avant la fin du mesurage, si ce n'est du consentement des jaugeurs".

Article 8 (2).-

L'article 34 du même règlement, modifié par les arrêtés royaux des 18 janvier 1909 et 20 mars 1923, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 34. Les certificats et dispenses de jaugeage sont délivrés par le chef de groupe du groupe maritime de l'Escaut et du groupe maritime de la Côte, visés à l'article 27 (voir avis).

.../...

(1) Arrêté royal du 20 mars 1923.

(2) Article 4 du projet, qui remplace l'article 34 du règlement modifié par les arrêtés royaux des 18 janvier 1909 et 20 mars 1923.

Le certificat de jaugeage indique :

- 1° le nom, la nationalité, le tonnage brut, le tonnage net, les caractéristiques et le numéro d'immatriculation du navire;
- 2° la nature et la puissance de la machine motrice;
- 3° l'année et le lieu de la construction;
- 4° le nom du propriétaire;
- 5° le port d'attache;
- 6° les lettres signalétiques;
- 7° la longueur hors tout;
- 8° la largeur hors tout, avec et sans défenses;
- 9° tous les détails utiles relatifs aux espaces compris dans le tonnage brut et à ceux déduits en vue de l'établissement du tonnage net.

Les modèles des certificats et des dispenses de jaugeage sont déterminés par le Ministre qui a la marine dans ses attributions.

Article 9 (1).-

L'article 35 du même règlement, modifié par l'arrêté royal du 20 mars 1923, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

-
- (1) Alinéa 1er : arrêté royal du 20 mars 1923.
Alinéa 2 : arrêté royal du 20 mars 1923 et article 5 du projet.

"Article 35. Pour les navires jaugeant plus de cinquante tonneaux net, dont la capacité brute aura été nouvellement jaugée en Belgique d'après la règle A du chapitre II du présent règlement, les certificats de jaugeage ne seront délivrés qu'après vérification des calculs par l'ingénieur dirigeant le service des constructions maritimes à Anvers, qui en certifiera l'exactitude.

En cas d'erreur ou de doute et en cas de contestation de la part des intéressés, l'ingénieur dirigeant le service des constructions maritimes à Anvers pourra ordonner un autre mesurage et désigner à cet effet un autre jaugeur qui opérera concurremment avec le premier, Il en référera au besoin, et notamment si une question de principe est soulevée, au directeur général de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure".

Article 10 (1).-

L'article 37 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 37. Le certificat de jaugeage cesse d'être valable :

- 1° si, par suite de reconstruction ou de changement, la capacité brute du navire vient à être altérée;
- 2° si des espaces compris dans les déductions servant à établir le tonnage net sont supprimés, ajoutés, agrandis ou diminués;

.../...

(1) Le 5° a été inséré par l'arrêté royal du 18 janvier 1909; l'alinéa qui suit a été inséré par le même arrêté royal et modifié par l'arrêté royal du 20 mars 1923.

- 3° si des espaces ayant joui de la déduction sont appelés à une destination pour laquelle la déduction n'est pas accordée par le présent règlement;
- 4° si des espaces non déduits sont affectés à une destination pour laquelle la déduction est accordée;
- 5° si, pour des navires immatriculés au bureau de la conservation des hypothèques à Anvers, des changements surviennent dans le nom du bâtiment ou les matériaux de la coque, le mode de puissance motrice et, le cas échéant, la forme nominale de la machine motrice alors même que ces changements n'influeraient pas sur le tonnage.

Dans chacun de ces cas, l'intéressé est tenu d'en donner connaissance à l'ingénieur compétent, afin qu'il soit procédé à un nouveau jaugeage, soit total, soit partiel, ou bien, dans l'éventualité visée au 5°, à la formation d'un nouveau certificat de jaugeage.

L'intéressé produit éventuellement le certificat mentionné au troisième alinéa de l'article 29, si des modifications affectant le tonnage brut ont eu lieu en pays étranger.

Dans les cas prévus par le présent article, un nouveau certificat de jaugeage est délivré en remplacement de l'ancien, qui doit être retiré".

.../...

Article 11 (1).-

Un article 37bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même règlement :

"Article 37bis. Tout nouveau certificat de jaugeage concernant un navire sous pavillon belge doit rappeler les certificats antérieurs par la désignation de leur lettre, de leur numéro, de leur date et du nom du navire auquel ils s'appliquent".

Article 12 (2).-

L'article 38 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 38. Sauf les cas prévus par l'article 37, la durée de validité des certificats de jaugeage est illimitée.

Toutefois, les ingénieurs visés à l'article 27 et les jaugeurs sont autorisés à vérifier par de nouveaux mesurages ou autrement, tous les jaugeages opérés par d'autres, chaque fois que cette vérification peut se faire sans nécessiter un déchargement de la cargaison. D'autre part, dans un but de contrôle, les jaugeurs, lorsque l'ordre leur en est donné par les ingénieurs visés à l'article 27, ont également le droit de mesurer à nouveau tout navire sans y être conviés, lorsqu'ils soupçonnent que les prescriptions de l'article 37 relatives aux modifications apportées dans la

.../...

(1) Arrêté royal du 18 janvier 1909.

(2) Arrêtés royaux des 18 janvier 1909 et 20 mars 1923.

construction ou le tonnage, n'ont pas été observées. Dans ce cas, les prescriptions de l'article 31 concernant les obligations des armateurs et du capitaine sont également applicables.

Si la vérification mentionnée à l'alinéa qui précède fait reconnaître des différences notables, il est délivré un nouveau certificat de jaugeage en remplacement de l'ancien qui est retiré".

Article 13 (1).-

L'article 39 du même règlement, modifié par les arrêtés royaux des 18 janvier 1909 et 20 mars 1923, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39. Le cas échéant, il sera délivré, en même temps que le certificat de jaugeage, un duplicata de ce document pour être produit à l'appui de la demande de lettre de mer.

Un duplicata peut être délivré aussi, à la demande de tout intéressé, pour servir à l'immatriculation du navire au bureau de la conservation des hypothèques à Anvers.

Le chef de groupe visé à l'article 27 pourra autoriser la délivrance, contre paiement, de copies supplémentaires :

.../...

(1) Alinéas 1er et 2 : arrêté royal du 18 janvier 1909;
alinéas 3 et 4 : article 6 du projet.

- 1° au propriétaire, armateur, capitaine ou patron dont la demande est justifiée par des motifs sérieux;
- 2° à toute autre personne qui justifie sa demande par un motif exceptionnel.

Toutes les copies devront mentionner explicitement le motif pour lequel elles sont délivrées".

Article 14 (1).-

L'article 40 du même règlement, modifié par l'arrêté royal du 20 mars 1923, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 40. Le certificat de jaugeage, ou la copie du certificat, doit toujours se trouver à bord pour être exhibé à toute réquisition des commissaires maritimes et agents de la police maritime, capitaines de port, fonctionnaires et agents du service d'inspection maritime, fonctionnaires et agents du service de jaugeage et consuls".

Article 15 (2).-

L'article 41 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

.../...

(1) Article 7 du projet.

(2) Arrêté du Régent du 15 février 1946.

"Article 41. Afin d'éviter éventuellement un nouveau jaugeage aux navires belges fréquentant les eaux et ports étrangers où sont appliquées d'autres règles de jaugeage, il est délivré à ces navires, à la demande des propriétaires, armateurs, capitaines ou patrons, des certificats de jaugeage établissant le tonnage d'après ces règles étrangères.

Il ne peut être fait aucun usage en Belgique de ces certificats de jaugeage spéciaux".

Article 16.-

Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

Artikel 3 van de wet van 20 juni 1883 "établissant un nouveau mode de jaugeage des navires de mer" bepaalt : "un règlement général arrêté par le Gouvernement déterminera le mode de jaugeage et les procédés de mesurage ... (et) réglera la délivrance des certificats de jaugeage, ainsi que la durée de validité et les cas d'annulation de ces documents".

Ter uitvoering van deze bepaling heeft een koninklijk besluit van 27 augustus 1883 het algemeen reglement voor het meten van zeeschepen goedgekeurd.

Het reglement van 1883 is bij het koninklijk besluit van 2 december 1897 betreffende het meten der zeeschepen opgeheven en vervangen door het daarbij gevoegde "algemeen reglement voor de roeiing der zeeschepen".

Dit laatste reglement is driemaal gewijzigd : door het koninklijk besluit van 18 januari 1909 (Belgisch Staatsblad van 21 januari), door het koninklijk besluit van 20 maart 1923 en door het besluit van de Regent van 15 februari 1946 (Belgisch Staatsblad van 21 maart).

Het koninklijk besluit van 20 maart 1923 is alleen bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekend gemaakt (2, 3 en 4 april 1923). Het uittreksel bevat geen van de wijzigingen die in de tekst van het algemeen reglement zijn aangebracht, en vermeldt zelfs niet dat er wijzigingen geweest zijn.

.../...

Sommige bepalingen van het ontwerp wijzigen teksten die reeds bij het koninklijk besluit van 20 maart 1923 (de artikelen 2, 4, 6 en 7 van het ontwerp) waren gewijzigd of verwijzen naar artikelen van het reglement die door hetzelfde koninklijk besluit werden gewijzigd (de artikelen 4 en 6 van het ontwerp).

In beginsel zouden de aangehaalde artikelen van het ontwerp niet onderzocht mogen worden, aangezien zij bepalingen wijzigen die niet zijn bekendgemaakt of die ernaar verwijzen, terwijl deze bepalingen krachtens artikel 129 van de Grondwet bekend gemaakt hadden moeten worden.

Voor het goed begrip van het ontwerp-besluit dient het koninklijk besluit van 20 maart 1923 integraal te worden bekendgemaakt vóór het koninklijk besluit waarvan het ontwerp aan de Raad van State is voorgelegd, tot stand komt.

Deze late bekendmaking kan enige verwarring wekken. Mensdeels zou het zonderling voorkomen, in 1962 een besluit van 1923 bekend te maken, onmiddellijk vóór een wijzigingsbesluit. Anderdeels heeft het besluit van de Regent van 15 februari 1946 wijzigingen aangebracht in artikel 41 van het algemeen reglement dat reeds bij het koninklijk besluit van 20 maart 1923 was gewijzigd.

.../...

Onder die bijzondere omstandigheden ware het wenselijk het algemeen reglement voor het meten der zeeschepen gedeeltelijk bij te werken met inachtneming van de wijzigingen, aangebracht door de drie wijzigingsbesluiten waarvan hierboven sprake was, en ook door het ontwerp.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Artikel 3 van het algemeen reglement bepaalt :

"Al de taksen waaraan de zeeschepen kunnen worden onderworpen ter zake van hunne tonnemaat of van hunne inhoudsgrootte zijn toepasselijk op de zuivere tonne-
maat".

De Regering heft deze bepaling op om de taksen op schepen voortaan op hun bruto-tonnenmaat te heffen (zie ontwerp koninklijk besluit houdende wijziging van de tarieven voor vergoedingen voor het meten van schepen).

Schepen worden op hun netto-tonnenmaat echter niet getaxeerd volgens het algemeen reglement, maar krachtens de wet van 20 juni 1883.

Artikel 2 van de wet noemt immers de netto-tonnen-
maat "tonnage légal", hetgeen de memorie van toelich-
ting van de wet als volgt omschrijft :

"L'article 2 énonce les principes du nouveau sys-
tème de jaugeage. D'après le dernier alinéa, c'est le
tonnage net qui constituera le tonnage légal, et sur

lequel, par conséquent, les taxes dont les navires peuvent être passibles seront calculées. C'est ce qui existe dans tous les Etats maritimes de l'Europe qui ont adopté le système Moorsom, et il n'y a pas de raison qui doive engager la Belgique à ne pas suivre leur exemple".

Artikel 3 van het algemeen reglement is niets anders dan een bepaling uit de wet, zodat de opheffing ervan door artikel 1 van het ontwerp onwerkzaam is, aangezien dezelfde bepaling krachtens de wet blijft bestaan.

Artikel 4.

In het eerste lid vermeldt het ontwerp "het groepshoofd van de Zeegroep der Schelde en van de Zeegroep der Kust bedoeld in artikel 27".

Artikel 27, zoals het zich voordoet na het koninklijk besluit van 20 maart 1923, bepaalt :

"De ingenieurs, bestuurders van de Scheepsbouwdienst te Antwerpen en te Oostende, zijn ieder in zijn district belast met het toezicht over de scheepsmeting.

Deze districten omvatten :

voor Oostende, de province West-Vlaanderen;
voor Antwerpen, de andere provinciën van het land".

De terminologie van het ontwerp stemt niet overeen met die van artikel 27. Er zou voor overeenstemming moeten worden gezorgd.

Artikel 6.

Evenals in artikel 4 van het ontwerp, stemt het woord "groepshoofd" niet overeen met de terminologie van artikel 27 van het algemeen reglement.

Volgens het ontwerp kan een bijkomend afschrift van de meetbrief worden afgegeven wanneer het groepshoofd de door de aanvrager ingeroepen reden "voldoende gegrond" acht, of wanneer hij de tot staving van de aanvraag ingeroepen buitengewone reden "aanneembaar" acht. De Regering wil de afgifte van bijkomende afschriften aan de eigenaar, reder, kapitein of schipper alleen om ernstige redenen, aan de anderen alleen om buitengewone redenen toelaten. Deze bedoeling komt duidelijker tot uiting in de voorgestelde tekst.

De hierna voorgestelde tekst geldt alleen voor zover er, zoals de gemachtigde van de Regering het heeft bevestigd, geen andere niet-bekendgemaakte koninklijke besluiten dan dat van 20 maart 1923 zijn.

+

+ +

.../...

VOORGESTELDE TEKST.KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE WIJZIGING VAN HET ALGEMEEN
REGLEMENT VOOR HET METEN VAN ZEESCHEPEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juni 1883 "établissant un nouveau mode de jaugeage des navires de mer", gewijzigd bij de wet van 31 maart 1927;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 augustus 1883 dat betrekking heeft op de uitvoering van de wet van 20 juni 1883 "établissant un nouveau mode de jaugeage des navires de mer";

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1897 dat betrekking heeft op het meten van zeeschepen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 januari 1909 en 20 maart 1923 en bij het besluit van de Regent van 15 februari 1946;

Overwegende dat het algemeen reglement voor het meten van zeeschepen gewijzigd dient te worden, zodat er grond is voor nieuwe bekendmaking van de bepalingen van dat reglement die reeds bij de koninklijke besluiten van 18 januari 1909 en 20 maart 1923 en bij het besluit van de Regent van 15 februari 1946 gewijzigd zijn;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeers-
wezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1 (1).-

Artikel 3 van het algemeen reglement voor het meten van zeeschepen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 december 1897 dat betrekking heeft op het meten van zeeschepen, wordt opgeheven (zie advies).

Artikel 2 (2).-

Artikel 26 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 26. Het meten der zeeschepen wordt gedaan door scheepsmeters, te dien einde door de Minister tot wiens bevoegdheid het bestuur van het zeewezen behoort bijzonder aangesteld.

Zij doen zich in de meting bijstaan, ter uitsluiting van elk ander persoon, door de beampten die de algemeen bestuurder van het zeewezen te dezen einde aanwijst.

.../...

(1) Artikel 1 van het ontwerp.

(2) Koninklijk besluit van 20 maart 1923.

Op bijzonder bevel hunner oversten, mogen de scheepsmeters hun ambtsvervulling elders uitoefenen dan in het hun aangewezen gebied".

Artikel 3 (1).-

Artikel 27 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 27. De ingenieurs, bestuurders van de scheepsbouwdienst, te Antwerpen en te Oostende, zijn ieder in zijn district belast met het toezicht over de scheepsmeting.

Deze districten omvatten :
voor Oostende, de provincie West-Vlaanderen;
voor Antwerpen, de andere provinciën van het land".

Artikel 4 (2).-

Artikel 28 van hetzelfde reglement, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 maart 1923, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

(1) Koninklijk besluit van 20 maart 1923.

(2) Koninklijk besluit van 20 maart 1923 en artikel 2 van het ontwerp.

"Artikel 28. De scheepsmeters moeten zich bij hun metingen gedragen naar de thans geldende praktische onderrichtingen, en naar deze welke zullen uitgevaardigd worden door de directeur-generaal van het bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart, die uitspraak zal doen over alle moeilijkheden en betwistingen, waartoe de toepassing van de metingsregelen zou aanleiding geven".

Artikel 5 (1).-

Een artikel 28bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde reglement ingevoegd :

"Artikel 28bis. Indien de opmetingen aan boord, op verzoek van de eigenaar, reder, kapitein of schipper, buiten België gebeuren, komen de reis- en verblijfkosten ten laste van de aanvrager".

Artikel 6 (2).-

Artikel 29, eerste lid, van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 29. De eigenaars, reders, kapiteins of patronen van schepen en boten die een Belgische zeebrief moeten verkrijgen of die moeten voorzien wezen van de verklaring

.../...

(1) Artikel 3 van het ontwerp.

(2) Koninklijk besluit van 20 maart 1923.

van eigendom vereist door artikel 22 der wet van 20 september 1903 voor de vissersschuiten, zijn verplicht de meting ervan schriftelijk, aan te vragen aan een van de ingenieurs in artikel 27 aangeduid, volgens de haven waar de meting moet gebeuren".

Artikel 7 (1).-

Artikel 31 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 31. De belanghebbenden zijn gehouden aan de scheepsmeter en aan de beambten die hem vergezellen, de middelen te verschaffen om gemakkelijk zich aan boord te begeven en ervan terug te keren; zij zijn insgelijks verplicht hun de toegang te verlenen tot alle delen van het schip, hun de bijstand te verschaffen welke zij kunnen nodig hebben en te voldoen aan elk verzoek dat ten doel heeft de vergemakkelijking der verrichtingen rakende de meting. Zij moeten op hunne kosten de stellingen maken nodig voor de meting der verhoudingen van het schip. Voor het einde der meting mag aan boord noch lading, noch ballast opgenomen worden, tenzij met toestemming der scheepsmeters".

Artikel 8 (2).-

Artikel 34 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 januari 1909 en 20 maart 1923, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

(1) Koninklijk besluit van 20 maart 1923.

(2) Artikel 4 van het ontwerp, tot vervanging van artikel 34 van het algemeen reglement, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 januari 1909 en 20 maart 1923.

"Artikel 34.— De meetbrieven en meetvrijstellingen worden uitgereikt door het groepshoofd van de zeegroep der Schelde en van de zeegroep der kust, bedoeld in artikel 27 (zie advies).

De meetbrief vermeldt :

- 1° naam, nationaliteit, brutotonnenmaat, nettotonnenmaat, kenmerken en nummer van teboekstelling van het schip ;
- 2° de aard en het vermogen van de voortstuwingsmachine ;
- 3° het jaar en de plaats van de bouw ;
- 4° de naam van de eigenaar ;
- 5° de thuishaven ;
- 6° de seinletters ;
- 7° de lengte over alles ;
- 8° de breedte over alles, met en zonder berghouten ;
- 9° alle nuttige details betreffende de ruimten die in de brutotonnenmaat begrepen zijn en degene die tot het vaststellen van de nettotonnenmaat worden afgetrokken.

De modellen van meetbrieven en meetvrijstelling worden vastgelegd door de Minister tot wiens bevoegdheid het zeewezen behoort".

.../...

Artikel 9.- (1)

Artikel 35 van hetzelfde reglement, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 maart 1923, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 35.- Voor de schepen welke méér meten dan vijftig zuivere tonnen, en welker ruwe inhoudsgrootte in België opnieuw gemeten werd volgens de regel 4. van het hoofdstuk II des tegenwoordigen reglements, zullen de meetbrieven niet afgeleverd worden dan na naziening der berekeningen door de ingenieur bestuurder van de scheepsbouwdienst te Antwerpen, die de nauwkeurigheid ervan zal bevestigen.

Bij dwaling of bij twijfel en in geval van betwisting vanwege de belanghebbenden, mag de ingenieur bestuurder van de scheepsbouwdienst te Antwerpen een andere meting bevelen en hiervoor een andere scheepsmeter aanwijzen die tegelijkertijde met de eerste zal werken. Hij zal desnoods het geval aan de directeur generaal van het bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart onderwerpen, en namelijk wanneer een vraagpunt van grondbeginsel opgeworpen wordt".

.../...

(1) Eerste lid : koninklijk besluit van 20 maart 1923.

Tweede lid : koninklijk besluit van 20 maart 1923 en artikel 5 van het ontwerp.

Artikel 10.- (1)

Artikel 37 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 37.- De meetbrief houdt op geldig te zijn :

- 1° indien, ten gevolge van herbouwing of van verandering, de ruwe inhoudsgrootte van het schip veranderd is ;
- 2° indien ruimten begrepen in de afrekening welke dienen tot vaststelling der zuivere tonnenmaat, afgeschaft, bijgevoegd, vergroot of verkleind worden ;
- 3° indien ruimten, welke van de aftrekking hebben genoten, bestemd worden tot een gebruik waarvoor de aftrekking niet door het tegenwoordig reglement verleend wordt ;
- 4° indien niet afgetrokken ruimten aangewend worden tot een bestemming waarvoor de aftrekking wordt verleend ;
- 5° indien, voor schepen te boek gesteld ten kantore der hypotheekbewaring te Antwerpen, veranderingen voorkomen in de naam van het vaartuig, of in de materialen der romp, in de aard der beweegkracht en, bij gebeurlijk geval, in de nominale kracht der drijfmachine, zelfs wanneer die veranderingen op de tonnenmaat geen invloed zouden hebben.

.../...

-
- (1) De tekst onder 5° is ingevoegd door het koninklijk besluit van 18 januari 1909 ; de daarop volgende alinea is door hetzelfde koninklijk besluit ingevoegd en door het koninklijk besluit van 20 maart 1923 gewijzigd.

In elk dier gevallen is de belanghebbende verplicht kennis ervan te geven aan de bevoegde ingenieur opdat er worde overgegaan tot een nieuwe 't zij gehele of gedeeltelijke meting ofwel, in de bij 5° bedoelde gebeurlijkheid, tot het opstellen van een nieuwe meetbrief.

In voorkomend geval moet de belanghebbende het getuigschrift vermeld in het derde ad lineam van artikel 29 overleggen, indien in den vreemde wijzigingen hebben plaats gehad, welke de ruwe tonnenmaat veranderen.

In de gevallen voorzien bij het tegenwoordig artikel, wordt een nieuwe meetbrief afgeleverd ter vervanging van de vroegere, die ingetrokken dient te worden".

Artikel 11.- (1)

Een artikel 37bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde reglement ingevoegd :

"Artikel 37bis.- In iedere nieuwe meetbrief betreffend een schip onder Belgische vlag, moeten de vroegere meetbrieven aangehaald zijn, door opgave van hunne letter, hun nummer, hun datum en van de naam van het schip waarop zij betrekking hebben".

Artikel 12.- (2)

Artikel 38 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

(1) Koninklijk besluit van 18 januari 1909.

(2) Koninklijke besluiten van 18 januari 1909 en 20 maart 1923.

"Artikel 38.- Behoudens de gevallen voorzien bij het artikel 37, is de duur van geldigheid der meetbrieven onbepaald.

Echter, de ingenieurs bedoeld bij artikel 27 en de scheepsmeters zijn gemachtigd, al de metingen door anderen gedaan door nieuwe metingen of anderszins te onderzoeken en zulks telkenmale dat deze onderzoeking kan geschieden zonder een lossing der scheepsvracht noodzakelijk te maken. Van een andere kant, de scheepsmeters hebben insgelijks het recht, om, wanneer hun bevel ervan gegeven wordt door de ingenieurs bedoeld bij artikel 27 en zonder ertoe uitgenodigd te zijn, met een doel van control, elk schip opnieuw te meten indien zij vermoeden dat de voorschriften van artikel 37, betreffende de wijzigingen toegebracht in de bouw of de tonnenmaat, niet werden nagekomen. In dit geval, zijn de voorschriften van artikel 31 aangaande de verplichtingen der reders en van de kapitein insgelijks van toepassing.

Indien het onderzoek vermeld in voorgaande ad lineam merkelijke verschillen aanduidt, wordt een nieuwe meetbrief afgeleverd ter vervanging van de vroegere die ingetrokken wordt ".

Artikel 13.- (1)

Artikel 39 van hetzelfde reglement, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 januari 1909 en 20 maart 1923, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

(1) Eerste en tweede lid : koninklijk besluit van 18 januari 1909 ; derde en vierde lid : artikel 6 van het ontwerp.

"Artikel 39.— In voorkomend geval zal te gelijker tijd als de meetbrief, een dubbel van dit document afgeleverd worden om te worden overgelegd tot staving van de aanvraag ter verkrijging van de zeebrief.

Een dubbel mag ook worden afgeleverd, op aanvraag van elk belanghebbende, om te dienen tot de teboekstelling van het schip ten kantore der hypotheekbewaring te Antwerpen.

Het in artikel 27 bedoelde groepshoofd kan tegen betaling bijkomende afschriften afgeven aan :

- 1° de eigenaar, reder, kapitein of schipper, wiens aanvraag door ernstige redenen is verantwoord ;
- 2° ieder ander persoon, die zijn aanvraag door een buitengewone reden verantwoordt.

Alle afschriften moeten duidelijk de reden waarom zij afgegeven worden, vermelden".

Artikel 14.— (1)

Artikel 40 van hetzelfde reglement, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 maart 1923, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

(1) Artikel 7 van het ontwerp.

"Artikel 40.- De meetbrief of het afschrift daarvan, moet altijd aan boord zijn, om op verzoek van de waterschouten en agenten van de zeevaartpolitie, de havenkapiteins, de ambtenaren en agenten van de zeevaartinspectiedienst, de ambtenaren en agenten van de scheepsmetdienst en de consuls te worden voorgelegd".

Artikel 15-(1)

Artikel 41 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 41.- Om te vermijden dat de Belgische schepen, die vreemde wateren en havens bezoeken, waar andere regelen van scheepsmeting worden toegepast, in voorkomend geval zouden hoeven hermeten, worden, op aanvraag van de eigenaars, reders, kapiteins of schippers, aan deze schepen meetbrieven afgeleverd tot vaststelling van de tonnenmaat volgens die vreemde regelen.

Van die bijzondere meetbrieven mag in België generlei gebruik gemaakt worden".

Artikel 16.-

Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUTENS,
de Heren :

L. MOUREAU,
G. HOLOYE,

F. DUCHENE,

F. VAN GOETHEN,

C. ROUSSEAU,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUTENS.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAU.

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste-voorzitter,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

assesseurs de la section de législation,
bijzitters van de afdeling wetgeving,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUTENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUTENS.